



Conseil communautaire du 17 septembre 2015 | délibération n°7

Intervention de Laurent HAMON au nom du groupe écologiste

LA FRENCH TECH DOIT S'ENGAGER DANS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Monsieur le Président,

Cher-e-s collègues,

Nous allons nous prononcer sur une subvention de plus de 500 000 euros pour le fonctionnement de l'association « La French Tech Rennes Saint-Malo » ainsi que de 300 000 euros d'investissement pour l'année 2015.

Nous constatons, de par l'importance des sommes déjà votées et celles qui nous sont proposées aujourd'hui, une forte volonté politique d'investir sur le champ de l'innovation et du numérique.

Nous y sommes favorables.

Cependant, pour le groupe écologiste, c'est l'occasion d'exprimer deux questionnements.

Le premier sur l'orientation politique et stratégique de l'écosystème numérique de notre territoire, le deuxième sur la question de l'emploi.

Quatre filières sont mentionnées comme stratégiques : audiovisuel, cybersécurité, e-santé et médiation urbaine.

Afin de compléter la richesse de notre territoire et d'accélérer la création de nouvelles filières, il est important d'y inscrire la question de la transition énergétique. Sujet majeur, incontournable et défi à relever pour les décennies qui viennent, il faut passer à la vitesse supérieure. En un mot, il nous faut encore accélérer. Mettre en place les capteurs citoyens et les smart grids, créer des outils de mise à disposition d'information, concevoir des outils pour une meilleure gestion des réseaux de chaleur par exemple. En somme, mettre en action la smart city, la ville intelligente.

Nous voyons dans la French tech un vrai potentiel. Celui d'utiliser le numérique pour accompagner cette transition. Rennes Métropole, connu comme territoire à « forte intensité numérique », pour reprendre l'expression du rapport, a tous les leviers pour y répondre.

Il nous semble important que nos représentants au sein du Conseil de surveillance puissent porter cette orientation.

À ce jour, 13 territoire ont reçu le label « French Tech » qui a pour vocation, rappelons-le, de favoriser l'émergence de start-up. Soyons attentifs cependant à ne pas mettre nos propres territoires en compétition. D'autant que sur la Bretagne, nous avons trois métropoles labellisées « French Tech » dont Brest et Nantes. Dans le cadre de finances publiques contraintes, plus que jamais, nous devons agir en concentrant l'utilisation de nos moyens financiers de façon ciblée, très ciblée, dans le cadre de politiques de développement concertées.

Enfin, cette délibération nous permet d'évoquer un sujet dont la France n'a peut-être pas encore suffisamment pris conscience concernant le numérique et la robotisation. La révolution industrielle actuelle bouleverse le marché de l'emploi. Certaines tâches disparaissent, d'autres apparaissent, certains process sont transformés, les conditions de travail évoluent...

Dans son rapport « Questions numériques 2014/2015 », la FING (Fondation Internet Nouvelle Génération), soulève deux constats. D'une part le numérique abaisse sensiblement les barrières de l'innovation. D'où une accélération du rythme et un marché qui manque de temps pour les absorber et créer de nouveaux environnements vertueux. D'autre part 60 % des nombreux métiers qui façonneront notre avenir n'existent pas encore.

Durant l'été 2014 Jean Pisani-Ferry a remis au Président de la République un rapport nommé « Quelle France dans 10 ans ? ». Il est peu fait mention de comment le numérique fait évoluer le marché du travail, comment les mutation s'opèrent. Certains rapports parlent d'une destruction de l'emploi de près de 30 % d'ici 20 ans, comme le soulèvent le cabinet Roland Berger, le consultant Hakim El-Karoui ou encore le philosophe Bernad Stiegler dans son livre « la société automatique – l'avenir du travail ».

Le groupe écologiste souhaite lancer des études sur notre propre écosystème numérique, mais aussi de façon plus large sur l'économie de notre territoire pour mieux appréhender ces phénomènes et trouver collectivement des réponses plus concrètes afin de nous guider dans nos choix stratégiques.